

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hauss.	Baisse
3 0/0	80 30	» 05 »
3 0/0 amortiss.	81 95	» 15 »
4 1/2 0/0 1883	108 35	» 10 »
Cons. anglais	99 9/16	1/16 »
Italie	96 40	» 30 »
Flor. autric. (or)	88 1/2	» 1/4 »
Esp. Extér. nouv.	52 1/8	1/8 »
Egyptien 6 0/0	325 »	» » »
Ch. Egyptiens	438 75	1 25 »
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 10	» » »
Banque ottomane	496 25	» 1 25

Les nouveaux abonnés qui nous en feront la demande recevront tout ce qui aura paru de notre roman

LE GARS PERRIER

au moment de leur souscription.

PARIS, 2 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Le conseil général continue aujourd'hui la discussion du budget du département. La session actuelle devant prendre fin le 15 décembre, il importe que le budget soit voté à cette époque, car le conseil municipal n'aura pas trop des quinze derniers jours de l'année pour terminer l'examen du budget de la ville.

Les obsèques de M. Henri-Marie Bouley, président de l'Académie des sciences, inspecteur général des écoles vétérinaires, professeur au Muséum d'histoire naturelle, membre de l'Académie de médecine et de la Société d'agriculture, président de la Société centrale de médecine vétérinaire, ont eu lieu aujourd'hui, à midi, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin.

Devant l'entrée de la maison mortuaire, 81, rue des Saints-Pères, qui était transformée en chapelle ardente, avait pris rang un bataillon du 36^e de ligne, musique en tête, commandé, en l'absence du colonel, par M. le chef de bataillon Garon.

Sur un conseil était posée la croix de commandeur de la Légion d'honneur, grade du défunt.

Le char, aux penaches noirs et aux chevaux caparçonnés, était couvert de couronnes parmi lesquelles nous remarquons celles offertes par les vétérinaires de l'armée, par la Société de médecine publique, et par la Société vétérinaire des départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne.

Une autre couronne de près de deux mètres de diamètre, avec cette inscription : « A leur maître, le corps enseignant et les élèves de l'Ecole d'Alfort » était portée par un député du char étaient tenus par MM. le vice-amiral Jurien de la Gravière, de l'Académie des sciences ; Hervé-Mangon, ancien ministre de l'Agriculture ; Fremy, directeur du Muséum ; Tisserand, directeur au ministère de l'Agriculture ; Leblanc, de l'Académie de médecine ; Chauveau, de l'Ecole vétérinaire de Lyon ; et Sanson, de la Société nationale des médecins vétérinaires.

Le deuil était conduit par MM. le docteur Paul Bouley fils ; docteur Meuriot, gendre ; Jean Bouley et Henri Meuriot, petits-fils du défunt.

Parmi les assistants nous remarquons : M. Pasteur ; Camille Roussel, François Coppée ; Jean Lecomte, docteur Ricard, Paul Bert, Sully-Prudhomme, Armand Bédic, vice-amiral Clouet, Léon Say, baron Larrey, comte Daru, Georges Gréauval, docteur Bamberger, Gustave Chaix-d'Est-Ange, Rigal, Martin-Fleury ;

Comte Chapal, Paul et Clément de Ruy, général Roussier, Guesneau de Mussy, Bernard Lavergne, vicomte de Calonne, docteur Piogey, de Lagorce, Garnier, Ben-Barde, Lacroix-Saint-Pierre, docteur Monin, général Droz, de Lescap, Daubray, A. Paris, etc.

A l'eglise Saint-Thomas-d'Aquin, entièrement tendue de draperies noires, et au centre de laquelle se levait un catafalque, la messe, chantée par la maîtrise, a été dite par M. l'abbé Fraiche et l'absoute donnée par M. le curé de la paroisse.

Le cortège s'est dirigé ensuite vers le cimetière Montparnasse, où des discours ont été prononcés par MM. Hervé-Mangon, Milne-Edwards, Lecomte, Brouardel, de Quatrefages, Dumont-Pallier, Passy et Sanson.

L'inhumation a eu lieu dans un caveau de famille.

EN ESPAGNE

Les journaux de Madrid annoncent que le nouveau ministre de l'intérieur a supprimé la censure pour les dépêches télégraphiques.

Il n'y a pas à craindre pour le moment d'insurrection carliste. Quant aux républicains du parti Zorrilla, ils gardent une attitude expectante.

Le régente a signé un décret convoquant les Cortès pour le 26 décembre.

Tous les préats d'Espagne ont exprimé au ministre de la Justice leurs regrets au sujet de la mort du roi Alphonse.

En recevant les officiers supérieurs, le ministre de la guerre a dit qu'il comptait sur leur fidélité pour soutenir les institutions nationales et maintenir l'ordre public.

En raison de la mort du roi Alphonse XII, le Portugal a renoncé à fêter l'anniversaire de l'indépendance.

Les funérailles officielles ont été retardées jusqu'au 10 courant pour donner le temps aux personnages étrangers d'arriver à Madrid.

La mission extraordinaire envoyée par le roi d'Italie pour assister aux funérailles d'Alphonse XII est arrivée à Madrid ; elle est descendue à la légation italienne.

Le roi d'Angleterre et le prince de Galles se sont représentés aux funérailles du roi Alphonse.

politique tendra à l'union commerciale et au développement des rapports commerciaux entre les pays latins. Il a annoncé le projet d'une Exposition à Madrid, pour l'été prochain.

Serbes et Bulgares

L'agence Havas nous communique sous toutes réserves la dépêche suivante qui lui vient directement de Belgrade :

Belgrade, 2 décembre, midi.

Le bruit court que Pirot vient d'être saisi puis brûlé par les Bulgares.

Pirot, 1^{er} décembre, matin.

On vient de recevoir une lettre de l'état-major serbe annonçant que le roi a chargé le colonel Milanovitch de discuter avec la Bulgarie les conditions de l'armistice.

Le colonel Milanovitch est attendu demain au quartier général bulgare.

Le retard de la Serbie à nommer un négociateur a causé beaucoup de mécontentement. On croit généralement que la première condition posée par les Bulgares sera l'évacuation du district de Widain par les Serbes.

Philippopol, 2 décembre.

Les agents des trois cours impériales ont appuyé auprès du préfet la mission des envoyés ottomans.

L'agent français a déclaré que son gouvernement reconnaissait pleinement les droits de la Porte, mais il ne considère pas ces commissaires comme se présentant au nom de la Conférence dont les résolutions n'ont pas réuni l'unanimité nécessaire pour être valables.

L'agent anglais blâme ouvertement la démarche de la Porte.

Varna, 2 décembre.

On mande de Constantinople, le 1^{er} décembre :

La Conférence s'était ajournée samedi sans fixer de nouvelle réunion.

Hier soir, les ambassadeurs ont reçu une convocation pour aujourd'hui. Cette réunion a été provoquée par les résultats de la Conférence.

Dans certains cercles, on croit que le sultan inspiré par les trois puissances du Nord, veut forcer la main aux autres puissances, en les amenant à sanctionner le fait accompli de l'envoi en Roumélie des commissaires Leblich-effendi et Godhan-effendi.

EXTERIEUR

Athènes, 1^{er} décembre.

D'après les dépêches officielles de Constantinople, la Porte a convoqué aujourd'hui les ambassadeurs, pour arrêter les mesures militaires à prendre au cas où les commissaires ottomans ne seraient pas reçus à Philippopol.

Aujourd'hui, la légation ottomane a adressé au gouvernement grec une note pour l'informer que la Porte a ordonné à Savas pacha, gouverneur de Crète, d'expulser M. Zygonas, le chancelier du conseil bulgare, comme excitant les Grecs contre la Turquie et répandant le bruit que Savas pacha est l'unique obstacle à l'union de la Crète à la Grèce.

Constantinople, 1^{er} décembre.

Une dépêche officielle annonce que Leblich-effendi et Gadian-effendi ont été bien reçus en Roumélie et se dirigent vers Philippopol avec une escorte de vingt gendarmes commandés par un officier.

Londres, 2 décembre.

Les résultats connus à trois heures du matin portant : 180 conservateurs, 199 libéraux et 37 parlistes.

INFORMATIONS

La commission du Tong-King est absolument décidée à publier, dans ses procès-verbaux, toutes les dépositions in extenso des divers agents qu'elle a entendus.

La commission veut qu'en cette affaire la lumière soit aussi complète que possible.

Elle aura beau faire, il y aura toujours des points obscurs.

On se rappelle qu'au mois d'août dernier, des chrétiens annamites furent massacrés à Quin-Hone, alors qu'une canonnière française, le *Lion*, eût été à même de les protéger.

Interrogé au sujet de son abstention, le lieutenant de vaisseau Lamson, commandant de cette canonnière, alléguait qu'il avait reçu des instructions spéciales.

Le ministre de la marine ne peut admettre cette manière d'agir, et, sur ses ordres, une enquête a été ouverte à propos de cet incident.

Sans être prophète, nous pouvons annoncer d'avance que cette enquête n'aboutira pas ; les chrétiens en Chine, comme dans l'Annam, sont pour le général Camperon des quantités négligeables.

Demain, la troisième sous-commission de l'assainissement de Paris se réunira à 10 heures du matin, à l'hôtel de Ville.

La commission entendra dans cette séance les auteurs d'un projet de canal de Paris à la mer, canal destiné à recevoir toutes les eaux d'égouts et toutes les déjections de la capitale.

Etant donné la dépense considérable que nécessiterait un pareil projet, nous croyons peu à sa réalisation.

Le général Brière de l'Isle

Aux protestations indignées de la *Patrie* contre l'odieuse déposition du général Brière de l'Isle, nous venons ajouter

des réfutations aux déclarations d'ordre militaire émises par lui.

Il a revendiqué comme siennes les dépêches publiées par le gouvernement. Nous ne lui en faisons pas notre compliment, car jamais documents officiels militaires, rapports, ordre du jour, etc., etc., ne furent plus sottement conçus et plus mal rédigés.

L'ex-général en chef au Tong-King prétend, que le 5 octobre, jour de son départ de Hai-Phong, il n'y avait plus de Pavillons-Noirs ; cependant, une dépêche du général de Courcy, datée de Thanh-Mai, 24 octobre, contient les passages suivants : « Les trois colonnes du général Jamont sont entrées à Thanh-Mai, après trois jours d'opération. Le premier jour, la résistance a été très vigoureuse. Thanh-Mai, entouré de six forts, était lui-même formidablement fortifié. Trois chefs commandant les Pavillons-Noirs ont été tués... »

Le gouvernement fit précéder la dépêche d'une note contenant les passages suivants : « La saison des chaleurs et l'état sanitaire des troupes au Tong-King n'avaient pas permis, jusqu'à ce jour, de poursuivre les bandes de malheureux qui existaient encore entre le canal des Rapides et le canal des Bambous. »

Les mêmes raisons avaient empêché de dissoudre un rassemblement d'Annamites, de déserteurs chinois et de Pavillons-Noirs évalués à environ 5,000 à 6,000 hommes, et qui occupaient des points fortifiés au nord du Hong-Hoa, dans la boucle du fleuve Rouge ».

Il y avait donc des Pavillons-Noirs au Tong-King au mois d'octobre ! Le général Brière de l'Isle a fait une déclaration fautive.

Il est tout aussi faux que les bandes de pirates aient pu se reformer dans tout le Delta par la faute et l'incurie du général de Courcy, comme cela a été dit.

Il y a bien d'autres affirmations douteuses dans la déposition du général Brière de l'Isle. Nous les relèverons les unes après les autres.

LA

COMMISSION DU TONG-KING

On ne peut nier que la commission du Tong-King ne soit en assez mauvaise posture devant l'opinion publique, suivant l'expression chère à M. Jules Ferry.

Elle a contre elle la mauvaise humeur des partisans de la politique coloniale et l'impopularité de ceux qui demandent à grands cris qu'on en finisse, c'est-à-dire, à peu près tout le monde. On lui reproche de procéder avec trop d'importance et d'usurper sur les fonctions et les droits des pouvoirs publics. Elle fouille la correspondance des ministres et des généraux, dépoile les dossiers de la diplomatie, fait comparaître ministres, fonctionnaires et soldats, viole tous les secrets professionnels, provoque toutes les indiscrétions, et comme elle ne sait pas garder pour elle seule les témoignages qu'elle reçoit, elle répand au dehors le trouble, le désordre et le scandale !

Mon Dieu, oui ! la commission fait tout cela. Mais si l'on veut bien réfléchir à la situation qui lui est faite et au rôle qui lui incombe, on reconnaîtra qu'il lui était difficile de faire autrement. Le Tong-King est une ténébreuse affaire, et il n'a causé tant de ruines et coûté tant de sang que parce qu'on s'était abstenu jusqu'ici d'éclaircir l'abîme. M. Jules Ferry avait mis un bandeau sur les yeux de l'ancienne Chambre, et avec la complicité de ses mamelons devenus aveugles et sourds par consigne, il jetait tête-mêle les milliers d'hommes et les tonnes d'or dans le gouffre noir qui ne rendait rien. Si les premières commissions qui ont eu à s'occuper du Tong-King avaient eu le bon esprit d'éclaircir la route où M. Jules Ferry nous engageait, la France ne se fût pas réveillée dans l'horrible cul-de-sac où elle cherche à se dégager aujourd'hui.

Puisqu'il plaît à M. Brisson de chauffer les soutiers de M. Jules Ferry et de s'enfoncer dans les mêmes chemins hasardeux, c'est bien le moins qu'on s'évertue à lui crier : casse-cou ! Et si le malheureux, pris à son tour de ce vertige particulier qui se dégage du Tong-King, ne veut ni voir ni entendre, il convient au moins de montrer à la Chambre nouvelle de quelles chausse-trappes la voie ministérielle est semée, et à quelles culbutes on s'expose en la suivant. C'est à cette tâche que la commission s'est dévouée. Qu'elle trouve qu'elle arrive un peu tard, et que la peine qu'elle se donne est assez mal récompensée jusqu'ici, à lire les dépositions qu'elle a recueillies, on s'aperçoit aisément que la vérité n'est pas dans le témoignage des anciens agents de M. Jules Ferry. Ils sont intéressés ou prévenus, et l'opinion qu'ils expriment se ressent trop de la situation qu'ils occupent ou qu'ils ont occupée.

Le général Brière de l'Isle qui demandait, par boutade, soixante mille hommes pour l'occupation du Tong-King, trouve, à la réflexion, que six mille pourraient suffire. Qui nous dira si son esprit est plus lucide quand il réfléchit que lorsqu'il pétille.

M. Patenôtre, diplomate étroitement bottonné, supplie qu'on lui épargne les questions indiscrètes ; et il y a, dans la commission d'honnêtes gens pour le louer de ses scrupules. M. Ristelhueber n'a jamais quitté Tien Tsin, et quant à M. Lemaire, il ne se doute pas de ce qu'on peut bien faire au Tong-King ! Voilà des gens dont les rayons concen-

trés ne forment pas un bien vif foyer de lumière, et il faudra battre encore le briquet avant de commencer à voir clair dans l'enfer de M. Jules Ferry !

Des gens à ce point trompés dans leurs efforts prêtent aisément à rire, et le public paie volontiers en sarcasmes le mal de ceux qui travaillent pour lui. Ce n'est pas une raison, cependant, pour que la commission renonce à la tâche qu'elle s'est assignée. Elle se doit à elle-même, comme elle doit à la Chambre, de dire exactement ce que vaut le Tong-King, d'établir avec la précision d'un bilan commercial, les conséquences de l'alternative à laquelle la France se trouve acculée : d'une part, les charges permanentes et les risques de l'occupation, avec les bénéfices correspondants qui s'y peuvent rencontrer ; d'autre part, les dommages matériels et moraux qui pourraient résulter de l'évacuation. A l'heure présente, rien n'est encore compromis. Le cabinet n'est lié que par des déclarations ; mais il n'est ni responsable, ni solidaire de la politique coloniale, dont il croit pouvoir accepter l'héritage ; la Chambre est absolument libre ; elle n'a ni complicité dans le passé, ni engagements pour l'avenir. Elle sort d'une consultation solennelle du suffrage universel, qui s'est prononcé partout contre la politique d'aventures ; il dépend d'elle de remplir son mandat ou de le violer. Mais, quel que soit le parti qu'elle adopte, elle s'engage et engage la France avec elle pour toujours. Il convient de réfléchir avant de se résoudre en de pareilles questions, et lorsqu'on songe que du vote prochain de la Chambre dépend en partie la fortune de la France, on trouvera peut-être que la commission du Tong-King ne prendra jamais trop de précautions pour s'éclaircir.

EN ORIENT

La Conférence de Constantinople, après avoir tenu un certain nombre de séances, s'est ajournée *à dieu* ; ce que faisait prévoir le discours de M. de Nélidoff, que nous avons cité il y a deux jours.

Devait-elle aboutir à quelque chose ? Nous avons toujours émis des doutes à cet égard. La diplomatie européenne avait — après l'incident de Philippopol — laissé échapper l'occasion de régler la question. La réunion des ambassadeurs n'avait pas su imposer le retour au traité de Berlin, alors que ce retour était si facile et que l'envoi en Roumélie d'un corps d'armée de dix mille hommes de troupes turques, sous le contrôle d'un commissaire nommé par les puissances, eût suffi pour que l'ordre y fût rétabli.

Ayant manqué de décision, n'ayant su s'arrêter à aucun programme, n'ayant su prendre aucune initiative lorsque le conflit n'existait qu'entre le prince Alexandre et le Sultan, pouvait-on s'attendre à ce que la diplomatie fût plus heureuse ou plus ingénieuse lorsque la question s'est compliquée des prétentions grecques et serbes ?

Toutefois l'accord eût pu encore s'établir, en dépit de l'antagonisme des représentants de la Russie et de l'Angleterre, si notre ambassadeur n'avait pas regagné de notre gouvernement l'ordre de soutenir la politique anglaise. Les trois empires étaient partisans du retour au statu quo ; si la France s'était rangée à cet avis, l'Angleterre serait restée isolée et on aurait pu passer outre. Malheureusement M. de Freycinet, qui ne saurait avoir une politique personnelle, a subi l'influence de M. Waddington, qui, anglais d'origine, d'éducation, de religion, de goût — *every inch an englishman*, comme diraient nos voisins — a pris le mot d'ordre à Londres et a conseillé la politique dont le résultat est : la rupture des négociations, la dénonciation tacite du traité de Berlin et l'intervention autrichienne pouvant amener l'intervention russe !

Que va-t-il, en effet, se produire ? La Porte, ainsi que son droit l'autorise, envoie un commissaire à Philippopol. Comment y sera-t-il reçu ? Il y a quinze jours, nous n'aurions pas hésité à répondre que l'accueil serait favorable. Mais aujourd'hui que les Bulgares et les Rouméliotes ont combattu et vaincu ensemble à Siivniza, la réponse devient plus difficile à faire.

Le prince Alexandre est vassal de la Porte ; à ce titre il avait fait humblement sa soumission lorsque le roi Milan franchit sa frontière, mais le suzerain n'est pas venu à son aide, et la victoire que les Bulgares ont remportée a été due à leur seul courage, à leurs seules ressources ! Selon toute probabilité, le prince de Bulgarie va donc se montrer très récalcitrant, et il est à craindre qu'il s'oppose par la force au rétablissement de l'autorité du sultan en Roumélie. De ce côté la situation est donc très inquiétante.

D'autre part, on sait qu'en vertu du traité de Berlin, le prince de Bulgarie ne pouvait ni déclarer la guerre ni signer de traité de paix sans l'assentiment de la Porte. Comment alors va se régler le conflit avec la Serbie ?

Les exigences du vainqueur sont grandes, il demande à la fois et une indemnité de guerre et une cession de territoire. — Est-ce le sultan qui va être chargé des négociations ? C'est peu probable. Est-ce l'Autriche qui va se faire l'avocat de la cause serbe, après avoir déjà étendu la main pour sauver le roi Milan ?

De quelque côté que vienne l'intervention, elle constituera toujours une infraction au traité de Berlin qui n'admettait que l'action collective. L'accord européen, qui avait été établi en 1878, n'existe donc plus ! La diplomatie s'est montrée impuissante, incapable de faire justice

des intrigues anglaises, et on se demande avec inquiétude ce qui va sortir de cet imbroglio ?

DEUX DÉCEMBRE

Nous rappelions, l'année dernière, que le Deux-Décembre fut un jour de triomphe pour le suffrage universel.

En effet, lorsque le Prince Louis-Napoléon, cédant à la pression de l'opinion nationale et se rendant aux vœux manifestés récemment par deux millions de pétitionnaires, prit le parti de dissoudre une Assemblée usurpatrice, c'est au nom du peuple et pour le peuple qu'il agissait. Aussi est-ce au peuple lui-même qu'il remit immédiatement le soin de prendre les résolutions que commandaient les circonstances :

« Je fais, disait-il dans sa proclamation, un appel loyal à la nation tout entière, et je vous dis : Si vous voulez continuer cet état de malaise qui nous dégrade et compromet notre avenir, choisissez un autre à ma place, car je ne veux plus d'un pouvoir qui est impuissant à faire le bien, me rend responsable de l'acte que je ne puis empêcher, et m'enchaîne au gouvernement quand je vois le vaisseau courir vers l'abîme. »

Combien il est vrai, aujourd'hui encore, ce rapide tableau de la situation épouvantable où la France se trouvait, en 1851, par la faute du parlementarisme !

De même qu'à cette époque, le pays devient la victime de la compétition des partis et de la rivalité des personnes. Nous avons le désordre à l'intérieur ; et, à la faveur de cette désorganisation morale qu'on a créée en ces deux dernières années, on nous jette dans de ruineuses et folles aventures dont on ne sait plus comment sortir.

Ceux qui ont la responsabilité semblent voués à l'incertitude et à l'effacement. Les pouvoirs même sont confondus, et ce point que l'on voit un général porter devant une réunion politique des paroles qui n'auraient pas dû être prononcées en un pareil lieu.

Tel est, en un mot, l'effet du régime parlementaire dont nous souffrons, qui serait impossible avec lui, comme en 1851, de faire le bien et d'empêcher le mal.

Mais c'est au peuple que le Prince Louis-Napoléon en appelait dans cette extrémité, tandis qu'aujourd'hui le droit du peuple est méconnu.

Le chef du pouvoir sera nommé dans quelques jours ; mais ce n'est pas par la nation, c'est par l'Assemblée qu'il sera élu, et l'élément de corruption parlementaire se trouvera, suivant le mot du Prince, enchaîné au gouvernement, quand il verra le vaisseau courir vers l'abîme.

Ainsi va se continuer cet état de malaise qui nous dégrade et compromet notre avenir. — Quand donc en sortirons-nous ?

Les parlementaires, les républicains font tout pour empêcher ; la voix du patriotisme leur est inconnue ; ils exploitent le peuple, mais ils le haïssent, et, le traitant en ennemi, ils se détournent du plébiscite comme des malfaiteurs se détournent de la gendarmerie.

N'importe, on peut encore, comme Louis-Napoléon en 1851 « envisager l'avenir » n'ir du pays sans crainte, car son salut viendra toujours de la volonté du peuple librement exprimée, religieusement acceptée.

Et, comme c'est le Deux-Décembre qui une fois déjà a rendu la parole au peuple, c'est encore quelque autre « Deux-Décembre » qui la lui rendra du nouveau.

Car il y a encore des Napoléons pour dire, en un beau jour, à une assemblée usurpatrice :

— Place au Peuple français !

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 2 DÉCEMBRE

La France est toute entière sous l'influence de l'air de fortes pressions ; le temps y est au beau avec température un peu basse.

Hier, à Paris, le ciel a été nuageux dans la journée, clair pendant la nuit.

La crue de la Seine, atteindra probablement d'ici vendredi, aux ponts d'Austerlitz, la cote de 3^m50 ; de la Tourne, 3^m35 ; du Pont-Royal, 4^m25.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHÈ. — Vent faible ; mer belle.

Océan. — Vent faible ; mer belle.

MÉDITERRANÉE. — Vent faible ; mer belle.

Aujourd'hui, 2 décembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quéslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin.....	+ 3 1/2
A onze heures du matin.....	+ 6 1/2
A deux heures du soir.....	+ 7 1/2
Température la plus basse de la nuit	- 2 1/2
Le baromètre est à 769 millimètres 5.	

Le colonel Herbingen n'est pas encore rentré en France, mais il sera bientôt au milieu de nous. Celui que le général Brière de l'Isle a appelé un alcoolique invétéré ignore encore l'injure dont il a été l'objet de la part de son chef.

Le colonel Herbingen s'est arrêté à Port-Salud. Dans une dépêche adressée à sa mère, il annonce qu'il sera le 8 à Alger et qu'il s'embarquera aussitôt pour Marseille. Il ne faut donc pas compter le revoir avant le 14 ou le 15 courant.

La mère du colonel Herbingen habite avec son fils, quand il est à Paris, avenue Lamotte-Piquet, un pavillon très simple au bout d'une allée bordée d'arbres. Dès que les journaux du matin eurent fait connaître les termes de la dépo-

sition du général Brière de l'Isle, les marques de sympathie et les lettres affluèrent à la maison ; deux généraux et pas mal d'officiers, dont plusieurs l'ont eu comme professeurs à l'Ecole de guerre, sont venus rendre visite à Mme Herbingen.

Un de nos confrères du *Soleil*, qui a eu une entrevue avec la mère du colonel, dit que :

Mme Herbingen est très calme en parlant de son fils ; les marques nombreuses et hautes de sympathie qu'elle a reçues l'ont profondément touchée. Elle est sûre que son fils a toujours fait son devoir... son passé est trop beau pour qu'on puisse le salir... Quant à l'outrageant accusation portée contre lui, il faut, dit-elle, que le général Brière de l'

gravure d'après Pelez : « Un Martyr », le pauvre petit marchand de fleurs, qui meurt de froid et de faim; la « Jolie Poupée », de Perrault; les « Roses d'Alsace », de C. Jacquet; une « Mère », de Willems; une « Tête », de Chaplin; le « Noël en Alsace », et enfin — mais nous en passons et non des moins jolies — la « Ronde des enfants aux Tuileries », une délicieuse poésie de Coppée, avec la musique de Saint-Saëns.

Cette publication, si bien en situation et si bien de saison, paraît au moment propice, arrivant bonne première avant tous les autres ouvrages de fin d'année. Par l'intérêt du récit et le mérite des illustrations, la librairie d'art de M. Bachelot, si bien secondée par l'imprimerie Lahure, s'est positivement surpassée elle-même, ce qu'on eût cru impossible.

Vendredi prochain, aura lieu chez Lemaire, sous la présidence de M. Henri Meilhac, le 68^e banquet annuel des Barbistes.

C'est en effet le 4 décembre la Sainte-Barbe.

Le Syndicat de la Presse parisienne a reçu, du Cercle national Français de Montréal, un pressant appel en faveur des familles des victimes de l'épidémie qui vient de décimer la population canadienne française de cette importante cité qui, depuis un siècle, est restée française de cœur.

Le syndicat croit devoir attirer l'attention des directeurs des journaux parisiens sur cette navrante situation, en les engageant à vouloir bien la signaler à leurs lecteurs.

Les souscriptions pourront être adressées directement au président du Cercle national Français, à Montréal (Canada).

Mme Caroline Rémy, qui collabore au *Cri du Peuple* sous le pseudonyme de Séverine, se marie aujourd'hui avec le docteur Guéhard.

Mme Séverine a fait prononcer, il y a quelques mois, son divorce avec M. Montrobert, un honorable négociant qu'elle avait épousé en 1880.

Le mariage purement civil des deux époux sera célébré ce soir, à cinq heures, à la mairie du 5^e arrondissement.

Chacun a pu voir dans les musées forains de certains barnums, la baignoire dans laquelle Marat fut poignardé — et le nombre de ces expositions était si grand, que l'on se demandait comment ce républicain, qui cependant ne faisait pas de la baignade un usage immodéré, avait pu être assassiné à la fois dans tant de baignoires.

Cependant la vraie, celle où réellement le soi-disant ami du peuple a rendu sa belle âme au diable existait, et la preuve, c'est qu'on vient de l'offrir à M. Cousin, pour le musée Carnavalet.

Mais M. Cousin se méfie, et avant d'acheter cette relique révolutionnaire, il étudie en ce moment les titres et les circonstances qui en garantissent l'authenticité.

La baignoire de Marat a figuré sur la place de la Concorde, en 1793, dans le souterrain au-dessus duquel avait été élevé le monument funéraire qu'on lui avait consacré.

Est-ce celle-là que l'on a déterrée? La question est palpitante, et nous en donnerons la solution dans quelques jours.

Pierre Véron, sur le carnet d'un étranger de passage chez nous, écrit cette observation pleine de sagacité :

A Paris, ce sont les rues les plus étroites qui font le plus d'embarras !

LA COMMISSION DES CREDITS

La commission des trente-trois a siégé hier, de deux à sept heures, pour entendre MM. Patenôtre, Ristelhueber et Lemaire.

Les dépositions de ces messieurs n'ont pas eu l'intérêt capital des déclarations du général Brière de l'Isle. Cependant, ces fonctionnaires ont encore dit des choses fort intéressantes en ce qui concerne les dispositions de la Chine à notre égard, l'organisation du Tong-King, les dangers de l'évacuation et les craintes qu'il y a lieu d'avoir du côté de l'Annam.

Notons ici que M. Perin, président de la commission, a annoncé à ses collègues, en leur recommandant de garder le secret, que le gouvernement lui avait communiqué une dépêche du général de Courcy, arrivée dans la matinée, et déclarant que les bruits d'évacuation possible parvenus au Tong-King avaient produit là-bas le plus déplorable effet.

Puisque le gouvernement demandait le secret, pourquoi M. Perin a-t-il parlé?

Nous appellerons cela « le coup de l'indiscrétion ».

« Lorsque j'ai quitté Pékin, a dit M. Patenôtre, le 1^{er} octobre, la situation était satisfaisante. J'ai trouvé d'excellentes dispositions chez le vice-roi Li-Hung-Chang, qui voulait effacer toutes traces de dissension entre nos deux pays, ainsi que chez les ministres chinois; j'ai donc tout lieu de croire à la sincérité de leur accueil et à la loyale exécution du traité de paix. Jamais la Chine n'a fait allusion aux événements de l'Annam; elle a toujours affecté de les ignorer. D'ailleurs, la Chine semble accepter les faits accomplis. Le parti de la guerre, qui est plutôt le parti hostile aux étrangers, a perdu son chef, qui était l'âme de la résistance; de plus, les dépenses colossales occasionnées à la Chine par la dernière guerre (plus de 428 millions) ne sont pas faites pour l'engager à recommencer. Selon moi, on peut donc affirmer que la Chine n'est pour rien dans le guet-apens de Hué. »

Quant à la question de savoir si l'occupation restreinte du Tong-King est possible, c'est l'autorité militaire seule qui peut se prononcer sur ce point. J'ajoute que les idées du général Brière de l'Isle me paraissent justes. Ce que je puis dire nettement, c'est qu'il ne me paraît pas facile de pacifier le Tong-King ni d'assurer la police d'une façon définitive. »

Interrogé sur la conduite des affaires diplomatiques, M. Patenôtre n'ayant pu obtenir la garantie d'un secret absolu, a déclaré vouloir garder le silence.

Après une réponse des plus vagues sur la question de la tentative de médiation des Etats-Unis, on a abordé celle de l'indemnité de guerre.

M. Delafosse. — Comment, après avoir fait la guerre pour obtenir d'abord une indemnité, puis des équivalents, a-t-on fait la

paix sans demander et sans obtenir ni équivalents ni indemnité?

M. Patenôtre. — Le gouvernement a pensé probablement que la possession du pays était suffisante. Du reste le chiffre de l'indemnité fixée d'abord était élevé, et son paiement eût ruiné le crédit de la Chine qui n'a pas beaucoup d'argent comptant.

M. Hubbard. — Ne régnait-il pas en Chine une grande activité pour la constitution d'une marine?

M. Patenôtre. — Oui, mais il n'y a pas lieu de s'en étonner.

M. Hubbard. — Quels genres d'industrie trouvaient des débouchés au Tong-King?

M. Patenôtre. — Il est difficile de le déterminer exactement : il faudrait d'abord que les commerçants envoyassent des agents sur les lieux pour se renseigner.

M. Pelletan. — On la Chine a-t-elle pris les 500 millions que lui a cotés la guerre?

M. Patenôtre. — Les ressources de la Chine sont restées intactes durant la guerre. Elle a contracté plusieurs petits emprunts en Europe.

M. Pelletan. — Croyez-vous qu'on puisse conclure, avec la Chine, un traité de commerce avantageux?

M. Patenôtre. — Je ne sais; je n'ai point de renseignements à ce sujet.

Les réponses de M. Patenôtre ont été du reste assez généralement évasives.

M. Ristelhueber, notre consul à Tientsin, fournit d'abord quelques renseignements sur la bonne foi commerciale des Chinois, leur caractère, leurs rapports avec nous, et de ce côté tout est satisfaisant.

M. R. Waddington. — Quel serait, suivant vous, l'effet de l'évacuation?

M. Ristelhueber. — Ce serait la ruine complète de notre prestige en Chine.

M. R. Waddington. — Croiriez-vous possible d'obtenir de la Chine certains avantages commerciaux en échange de l'évacuation du Tong-King?

M. Ristelhueber. — Non. La Chine n'aurait aucune raison pour nous les accorder.

M. Gaillard. — Quelle est la nature de la réorganisation de la Chine entreprise par l'impératrice?

M. Ristelhueber. — C'est l'organisation de la marine militaire, de la défense des côtes et des chemins de fer.

M. Gaillard. — Cette réorganisation du pays est-elle faite en vue d'une guerre extérieure?

M. Ristelhueber. — Oui, mais je ne crois pas qu'elle soit dirigée contre la France.

M. Georges Périn. — Est-ce que la Chine, une fois réorganisée, n'aurait pas intérêt à reprendre une entreprise contre la France?

M. Ristelhueber. — Je ne le crois pas. Mais je pense qu'il y a intérêt à hâter le plus possible l'organisation du Tong-King.

M. Georges Périn. — Que pensez-vous qu'il arriverait exactement si l'on évacuait?

M. Ristelhueber. — Je crois que la Chine rétablirait sa suzeraineté sur l'Annam. Elle agiterait la Corée. Le gouvernement américain pourrait alors s'organiser militairement et menacerait la Cochinchine.

M. Plichon. — Pensez-vous que la Chine consentirait à traiter avec nous pour la rétrocession du Tong-King?

M. Ristelhueber. — Je ne vois pas quel avantage elle y aurait.

M. Bergerot. — Le Tong-King ne se trouverait-il pas dans l'impossibilité de résister à une agression de la Chine, après la création des chemins de fer dans le Céleste Empire?

M. Ristelhueber. — Je n'envisage pas cette éventualité, car je pense que nous pourrions arriver à d'excellentes relations avec la Chine.

M. Thomson. — Y aurait-il à craindre, en cas d'évacuation, qu'une autre puissance européenne s'emparât du Tong-King?

M. Ristelhueber. — Dame, la chose ne serait pas impossible, il y aurait là de grandes tentations.

M. Lemaire, ancien résident à Hué, donne quelques explications sur les divergences qui ont éclaté entre lui et le commandant militaire; puis il répond aux questions suivantes sur l'organisation du Tong-King :

A présent, je ne crois pas que nous soyons en situation d'organiser entièrement le Tong-King et l'Annam, qui, selon moi, se confondent en un seul pays.

M. Hubbard. — Mais, en étendant le protectorat à l'Annam, c'est nous mettre des charges nouvelles sur les bras, sans qu'elles soient couvertes par des ressources nouvelles.

M. Ristelhueber. — Ces ressources pourraient être trouvées dans l'avenir. Déjà des opérations commerciales sont entreprises, et elles sont susceptibles de développements. Quant à fournir des données, même approximatives, on ne le peut pas : la production est difficile à juger, le pays n'est pas assez connu. Je dois ajouter que le Français ne pourra pas travailler là-bas; il ne pourra qu'y diriger des industries.

La concession Bavier-Chauffour est ensuite l'objet d'explications dont voici le résumé :

« M. Bavier-Chauffour était à Hué avant moi, et il avait déjà traité avec la Cour avant mon arrivée. Un autre Français, du reste, avait également traité avec les autorités locales. Chacun d'eux a agi de son côté. Pour moi, je n'ai pas entendu dire que ces personnes eussent des recommandations spéciales ni officielles, si ce n'est des lettres et billets de leurs amis et connaissances. »

M. Bavier-Chauffour, qui avait, je le répète, conclu son affaire directement avec la cour annamite, devait, aux termes d'une clause de son contrat, se munir de la ratification du gouvernement français. Mais, dès la ratification du traité de paix, le ministre des affaires étrangères de France fit savoir à la cour de Hué qu'il ne fallait pas traiter pour les mines.

Le contrat local de M. Bavier-Chauffour n'a donc pas été reconnu. Il était venu à Hué pour faire viser les signatures, et vint me soumettre son acte; mais je lui déclarai que je n'en connaissais pas la valeur. Je dois dire que j'avais déjà vu M. Bavier-Chauffour au Tong-King, et que je lui avais refusé certaines faveurs qu'il m'avait demandées, notamment le passage sur un bateau de l'Etat.

Quant aux tripotages, je ne crois pas qu'il y en ait eu; dans tous les cas, je les ignore.

Je rappellerai, en terminant, que, depuis le 16 février 1885, j'ai, d'après les ordres de mon gouvernement, conclu avec la cour de Hué une convention minière qui annule tout contrat antérieur relatif aux mines, et prescrit qu'aucune concession ne peut être donnée que par l'adjudication.

M. Bavier-Chauffour n'a donc qu'un simple papier entre les mains.

M. Lemaire est que peu pessimiste. Il déclare qu'il est certain que les Annamites font souvent payer cher aux chrétiens les humiliations infligées à leur pays.

L'avenir reste même incertain au point de vue de notre sécurité. L'intrusion

trop rapide d'un nouveau roi peut nous créer des dangers. En effet, c'est l'ancien roi, le roi détrôné, qui a toutes les sympathies du pays et qui est toujours considéré comme le seul souverain légitime. Celui qui est aujourd'hui à sa place ne vivra que d'après les sacrifices que nous ferons pour le soutenir.

Mais il est certain, par exemple, que la réduction de notre effectif militaire serait une tentation pour l'ancien roi de transporter l'insurrection d'un point à un autre.

M. Pelletan. — Une révolution pourrait donc survenir facilement?

M. Lemaire. — Sans doute.

Les témoins d'aujourd'hui

Après le départ de M. Lemaire, M. Bal-lue a proposé qu'on arrêtât là la série des dépositions, afin de ne pas retarder davantage la solution de la question du Tong-King. Mais les autres commissaires n'ont pas été de cet avis; aussi a-t-on décidé d'entendre aujourd'hui les trois médecins déjà désignés : le docteur Rochard, inspecteur général du service sanitaire de la marine; le docteur Martin Dupont, médecin de première classe de la marine; le médecin-major de l'armée Genty, basé à Bac-Lé.

La séance du Sénat

Séance du 1^{er} décembre

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi relative au taux de l'intérêt de l'argent.

M. de Gavardie combat la proposition. Il la trouve dangereuse.

C'est à tort qu'on invoque l'exemple des législations étrangères. Le mouvement antisémite en Hongrie, en Allemagne, en Autriche est le résultat de la liberté du taux de l'intérêt et tous ces pays reviendront à la loi française que l'on veut changer.

La proposition aura pour résultat d'opprimer les pauvres et les faibles, sans donner aucun avantage au commerce et à l'industrie.

M. Emile Labiche. L'expérience a démontré les bons effets de la suppression de la limite du taux de l'intérêt de l'argent. Le projet de la commission se contente d'ailleurs de la faire disparaître en matière commerciale. La loi la maintient au point de vue civil.

M. Marcel Barthe combat la proposition. L'orateur soutient que l'argent n'est pas une marchandise.

La loi de 1807 fut un véritable bienfait.

L'orateur signale ensuite tous les abus qui peuvent résulter de la liberté du taux de l'intérêt de l'argent pour le petit commerce, pour l'industrie, pour les populations ouvrières et rurales.

M. Labiche répond que la loi proposée est faite pour les emprunteurs, car, à l'heure actuelle, les prêteurs qui ne respectent pas la loi ont ruiné beaucoup de familles. La loi mettra entre les mains des emprunteurs un instrument de travail qu'ils n'ont pas aujourd'hui; en limitant le taux de l'intérêt, il arrive souvent que les négociants qui ont besoin d'argent n'en trouvent pas.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

Jeudi à deux heures séance publique.

JOURNAUX ET REVUES

Tous les journaux s'occupent de la misérable déposition du général Brière de l'Isle devant la commission d'enquête.

Si quelques serveurs du cabinet Ferry, comme le *Paris*, la *République française* et le *Mot d'Ordre*, y applaudissent, l'immense majorité des feuilles de toutes nuances la condamne et la flétrit énergiquement.

Dans les thuriféraires de l'ex-général en chef du cabinet Ferry, le *Mot d'Ordre* tient la tête. Non seulement il couvre de fleurs le dénonciateur, mais il s'acharne contre le colonel Herbingier avec une rage féroce; il va jusqu'à en faire un traître, et dans quels termes!

Voici ce que dit le *Figaro* après avoir constaté que le conseil d'enquête a acquitté le colonel Herbingier :

« L'acquiesce, vous comprenez bien, c'est à dire que supérieurs et inférieurs membres du conseil d'enquête ont été coupables d'une canaillerie inouïe, criminelle, monstrueuse, puisqu'il s'agissait de l'honneur du pays, compromis par le malheureux officier. »

M. l'arrêté : il est des questions si pénibles sur lesquelles il vaut mieux ne pas trop insister, mais il me semble que M. le général Brière de l'Isle doit déjà regretter d'avoir eu l'indigne ouverture de cœur et une franchise qui n'étaient peut-être pas absolument indispensables dans l'état.

Le *Télégraphe* :

Il ne lui était pas permis d'avantage de réclamer contre les décisions du général Camponen, et d'insinuer qu'il était l'honneur d'un officier acquitté par le conseil d'enquête, qui reste sans défense contre les accusations de son général.

Le *Parlement* et le *Pays* sont prévenus; ils savent aujourd'hui que les liens de la discipline sont rompus, que la responsabilité du commandement, qui fait sa force et sa garantie, n'existe plus. Il importe d'aviser.

La *Bataille* :

Si le colonel ainsi accusé possède le moindre parcelle de cœur, il reviendra en France et établira qu'il lui ou de Brière est le traître et l'imposteur.

En attendant, on devrait bien envoyer dans un asile d'aliénés ou dans une compagnie de discipline, cet officier général qui par simple boutade réclame le déplacement de 600 hommes.

On ne se joue pas plus odieusement de l'armée.

La *Nation* :

Ce n'est pas sans quelque tristesse que les membres de la commission ont entendu, durant quatre heures, un officier supérieur, auquel sa situation aurait dû commander plus de réserve, diriger contre ses collègues les accusations les plus graves et chercher à faire passer sur un de ses subordonnés toutes les responsabilités, dont une part au moins ne peut échapper au commandement supérieur.

La *République radicale* :

Quoi qu'il en soit, ce dernier se trouve en présence d'une imputation exprimée avec une brutalité inouïe. Un officier français, dont le passé tout entier semble protester contre les paroles du général Brière de l'Isle, a été ignominieusement insulté par un de ses supérieurs.

La *France libre* :

L'expédition du Tong-King a été une simple boutade, sans doute, de la part de M. Jules Ferry, comme de la part de ce général qui se remuait inutilement, dont les plans stratégiques ont amené le désastre de Lang-Son et qui charge aujourd'hui avec

un si bel entrain le lieutenant-colonel Herbingier.

Le *Petit Parisien* :

Accusant ses compagnons d'armes, débordant de haine contre eux, offrant le spectacle d'une incapacité notable doublée d'une vantardise incroyable, tel a été M. le général Brière de l'Isle.

Le *Journal des Débats* :

Par un étrange oubli de sa position et de ses devoirs, que les amateurs de scandale qualifieront sans doute de franchise méritoire, mais qui constitue la plus dangereuse et la plus insupportable infraction à la discipline du général Brière de l'Isle s'est permis de divulguer un fait sur lequel la justice militaire avait déjà prononcé en déclarant qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

Après avoir blâmé le général dénonciateur, soit-on à qui s'en prend le *Journal des Débats*, de ce scandale?

Aux conservateurs, qui, en demandant une enquête, provoquent ceux qu'ils interrogent à la trahison!

Arrêtons-nous là. Ce mot de la fin en vaut bien un autre.

— On lisait hier matin dans le *XIX^e Siècle* :

L'*Intransigeant* annonce la fusion de la *République française*, du *Voltaire* et du *XIX^e Siècle*.

Cette nouvelle est absolument inexacte et nous y opposons un démenti formel.

M. Judet, dans la *Nation*, dit de propos de cette fausse nouvelle : « La clientèle baisse comme les fonds secrets. »

Nous prions M. Judet de vouloir bien nous faire savoir s'il entend dire par là que le *Journal des Débats* ait jamais été aux gages d'un ministre.

Et nous le prions de répondre formellement.

HENRI FOURQUIER.

Hier soir, la *Nation* publie la réponse suivante à la note qu'on vient de lire :

M. Henry Fourquier me demande si j'entends dire que le *XIX^e Siècle* ait jamais été aux gages d'un ministre.

J'ai déjà eu l'occasion de traiter cette question avec lui, quand il travaillait à l'élaborer son directeur, M. About, du *XIX^e Siècle*.

Il me pria à cette époque de lui accorder une entrevue pour s'expliquer.

S'il était entré moins vite dans la maison laissée vide par la mort de son maître, j'aurais été plus édifié sur le dédain que professe M. Fourquier pour la politique et ses moyens d'existence.

ERNEST JUDET.

Les mesures de persécution dont les prêtres de certains diocèses sont l'objet sont une cause d'indignation chez tous les honnêtes gens.

A ce propos nous recevons de nos correspondants de nombreuses lettres, et nous en prenons une :

« Il n'était pas nécessaire d'être prophète, pour annoncer qu'après les élections municipales les tracasseries injustes et mesquines reprendraient leur cours contre les membres du clergé français. Avant les opérations électorales, le cabinet avait cru prudent de consentir une trêve, qui permit aux opportunistes de dire aux électeurs mais qu'il n'y avait pas de gouvernement qui fût plus favorable à la religion que la République. Aujourd'hui la farce est jouée, et le cabinet doit songer à assouvir les passions des sectaires qui forment la majorité gouvernementale. »

Le préfet de l'arrondissement de Laval, pour annoncer qu'après les élections municipales les tracasseries injustes et mesquines reprendraient leur cours contre les membres du clergé français. Avant les opérations électorales, le cabinet avait cru prudent de consentir une trêve, qui permit aux opportunistes de dire aux électeurs mais qu'il n'y avait pas de gouvernement qui fût plus favorable à la religion que la République. Aujourd'hui la farce est jouée, et le cabinet doit songer à assouvir les passions des sectaires qui forment la majorité gouvernementale.

« Les mesures de persécution dont les prêtres de certains diocèses sont l'objet sont une cause d'indignation chez tous les honnêtes gens. »

A ce propos nous recevons de nos correspondants de nombreuses lettres, et nous en prenons une :

« Il n'était pas nécessaire d'être prophète, pour annoncer qu'après les élections municipales les tracasseries injustes et mesquines reprendraient leur cours contre les membres du clergé français. Avant les opérations électorales, le cabinet avait cru prudent de consentir une trêve, qui permit aux opportunistes de dire aux électeurs mais qu'il n'y avait pas de gouvernement qui fût plus favorable à la religion que la République. Aujourd'hui la farce est jouée, et le cabinet doit songer à assouvir les passions des sectaires qui forment la majorité gouvernementale. »

« Les mesures de persécution dont les prêtres de certains diocèses sont l'objet sont une cause d'indignation chez tous les honnêtes gens. »

A ce propos nous recevons de nos correspondants de nombreuses lettres, et nous en prenons une :

« Il n'était pas nécessaire d'être prophète, pour annoncer qu'après les élections municipales les tracasseries injustes et mesquines reprendraient leur cours contre les membres du clergé français. Avant les opérations électorales, le cabinet avait cru prudent de consentir une trêve, qui permit aux opportunistes de dire aux électeurs mais qu'il n'y avait pas de gouvernement qui fût plus favorable à la religion que la République. Aujourd'hui la farce est jouée, et le cabinet doit songer à assouvir les passions des sectaires qui forment la majorité gouvernementale. »

« Les mesures de persécution dont les prêtres de certains diocèses sont l'objet sont une cause d'indignation chez tous les honnêtes gens. »

A ce propos nous recevons de nos correspondants de nombreuses lettres, et nous en prenons une :

« Il n'était pas nécessaire d'être prophète, pour annoncer qu'après les élections municipales les tracasseries injustes et mesquines reprendraient leur cours contre les membres du clergé français. Avant les opérations électorales, le cabinet avait cru prudent de consentir une trêve, qui permit aux opportunistes de dire aux électeurs mais qu'il n'y avait pas de gouvernement qui fût plus favorable à la religion que la République. Aujourd'hui la farce est jouée, et le cabinet doit songer à assouvir les passions des sectaires qui forment la majorité gouvernementale. »

« Les mesures de persécution dont les prêtres de certains diocèses sont l'objet sont une cause d'indignation chez tous les honnêtes gens. »

A ce propos nous recevons de nos correspondants de nombreuses lettres, et nous en prenons une :

« Il n'était pas nécessaire d'être prophète, pour annoncer qu'après les élections municipales les tracasseries injustes et mesquines reprendraient leur cours contre les membres du clergé français. Avant les opérations électorales, le cabinet avait cru prudent de consentir une trêve, qui permit aux opportunistes de dire aux électeurs mais qu'il n'y avait pas de gouvernement qui fût plus favorable à la religion que la République. Aujourd'hui la farce est jouée, et le cabinet doit songer à assouvir les passions des sectaires qui forment la majorité gouvernementale. »

« Les mesures de persécution dont les prêtres de certains diocèses sont l'objet sont une cause d'indignation chez tous les honnêtes gens. »

A ce propos nous recevons de nos correspondants de nombreuses lettres, et nous en prenons une :

« Il n'était pas nécessaire d'être prophète, pour annoncer qu'après les élections municipales les tracasseries injustes et mesquines reprendraient leur cours contre les membres du clergé français. Avant les opérations électorales, le cabinet avait cru prudent de consentir une trêve, qui permit aux opportunistes de dire aux électeurs mais qu'il n'y avait pas de gouvernement qui fût plus favorable à la religion que la République. Aujourd'hui la farce est jouée, et le cabinet doit songer à assouvir les passions des sectaires qui forment la majorité gouvernementale. »

« Les mesures de persécution dont les prêtres de certains diocèses sont l'objet sont une cause d'indignation chez tous les honnêtes gens. »

A ce propos nous recevons de nos correspondants de nombreuses lettres, et nous en prenons une :

« Il n'était pas nécessaire d'être prophète, pour annoncer qu'après les élections municipales les tracasseries injustes et mesquines reprendraient leur cours contre les membres du clergé français. Avant les opérations électorales, le cabinet avait cru prudent de consentir une trêve, qui permit aux opportunistes de dire aux électeurs mais qu'il n'y avait pas de gouvernement qui fût plus favorable à la religion que la République. Aujourd'hui la farce est jouée, et le cabinet doit songer à assouvir les passions des sectaires qui forment la majorité gouvernementale. »

« Les mesures de persécution dont les prêtres de certains diocèses sont l'objet sont une cause d'indignation chez tous les honnêtes gens. »

A ce propos nous recevons de nos correspondants de nombreuses lettres, et nous en prenons une :

Une étrange agression. — Un ouvrier maçon, le sieur Léonard Dufour, âgé de trente-deux ans, arrivé à Paris avec sa femme et ses deux enfants, avait trouvé du travail chez un entrepreneur de la rue Chabrilat et, quittant l'hôtel garni où il était descendu, avait loué un petit logement au numéro 33 de la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.

Il n'était jamais venu à Paris et n'y connaissait personne.

Hier, vers sept heures du matin, il se rendait à son travail, lorsqu'il arriva à l'angle de la rue d'Aras, il a croisé un individu qui, se retournant promptement, l'a frappé d'un coup de couteau dans le dos et a pris la fuite.

Dufour, qui est fort grièvement blessé, a été reconduit à son domicile et a déclaré que l'individu qui l'a frappé lui est tout à fait inconnu; de taille moyenne, il paraissait âgé de trente-cinq ans, était coiffé d'un chapeau de feutre mou rabattu sur les yeux et portait un paletot dont le collet était relevé.

Effondrement d'une cheminée. — Dans l'après-midi d'hier, M. Vincent, propriétaire d'une chaudière, route stratégique, à Bagneux, était occupé avec des ouvriers à réparer la cheminée d'aération de sa carrière, quand, la violence du vent renversant cette cheminée, M. Vincent et trois ouvriers furent entraînés sous les débris.

Leurs compagnons se portèrent aussitôt à leur secours. M. Vincent et deux ouvriers furent retirés vivants, mais le troisième était mort. Le malheureux, nommé Champagneux, marié, père de famille, avait été broyé.

Les deux autres blessés ont été transportés à l'hôpital Cochin.

Quant à M. Vincent, qui a été assez grièvement blessé, il est soigné à son domicile.

Cadavre d'un enfant dans un égout. — En faisant sa tournée d'inspection dans les égouts, à Boulogne, M. Grapoulet, chef égoûtier, demeurant rue de Larochefoucauld, n° 33, a trouvé hier matin, dans l'égout de la rue d'Auteuil, le cadavre d'un enfant du sexe féminin, âgé d'environ sept mois.

Le commissaire de police a fait envoyer le petit corps au Morgue.

C'est M. le professeur Descouls qui doit faire l'autopsie.

Une double disparition. — Un sieur Auguste Delvaux, propriétaire à Any (Aisne), arrivé depuis avant-hier seulement à Paris, accompagné de sa femme et de sa petite fille, âgée de quatre ans, errait dans les rues, tout entier aux curiosités de la capitale; entièrement subjugué par les beautés de la colonnade du Louvre, il ne s'aperçut pas qu'il n'était plus suivi ni de sa moitié, ni de sa progéniture.

Il ne put qu'aller raconter au commissaire de police la singulière disparition de sa femme et de sa petite fille, disparition qu'il ne peut expliquer.

Ce qui double son inquiétude, c'est que Mme Delvaux était porteuse de onze cents francs en argent et de vingt-cinq mille francs en titres divers.

DEPARTEMENTS

CALVADOS. — M. le baron de Grancey, dont la conférence sur les questions agricoles, que nous relatons hier, a eu le plus grand et le plus légitime succès, est l'auteur d'un *ouvrage en deux volumes*, qui se distingue à la fois par la vérité des observations et le charme du récit.

Dans cet ouvrage en deux volumes, attrayant comme un roman, il met en lumière les vices de cette organisation politique que les républicains d'Europe nous vantent tant, et qui aboutit à créer au delà de l'Atlantique l'état social le plus immoral, le plus dangereux, le plus intolérable.

Les conservateurs français, qui soupçonnent que la grande République sœur est travaillée par des causes d'affaiblissement, de décadence et de ruine, pourront trouver dans les impressions de M. de Grancey la justification de ce sentiment.

l'Amérique est en pleine crise; elle ne se sauve que par l'application rigoureuse des doctrines protectionnistes.

Au point de vue administratif, elle est la proie d'une nuée de politiciens qui l'exploitent, la ruinent et la déshonorent.

Au point de vue social, la question du prolétariat est une grande ville plus inquiétante que chez nous.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Maille, l'auteur du vol de 60,000 fr. commis au préjudice du Crédit lyonnais, et arrêté récemment à Milan par un agent de la sûreté, vient d'arriver à Marseille, où il a été interrogé hier par M. le juge d'instruction Blanchon.

Avant son extradition, Maille avait eu à subir en Italie quelques mois de détention, en punition de certains délits dont il avait eu à rendre compte à la justice de ce pays.

GIRONDE. — La Gironde annonce la mort de M. François Lavertuon, père de M. André Lavertuon, son ancien rédacteur en chef, beau-père de M. Gustave Gounouilh.

Feuilleton de la Patrie

DU 3 DÉCEMBRE (6)

LE GARS PERRIER

PREMIÈRE PARTIE

LA FERME DE BELGEARD

V

(Suite)

Là, il n'avait plus qu'à attendre, ce qu'il fit, le chemin étant le chemin de la Geranière.

Généralement, quand Gambert, après ces noces, revenait à la ferme, ses amis, Coslo et les frères Thezé, dont c'était aussi la route, l'accompagnaient. Ils n'allaient pas, et tous quatre, ils allaient, bouillants à pleine voix des chansons de soldat, de ces chansons qui pressent le pas : « Ah! marchons, légère, légère... »

Ah! marchons légèrement! me dit-il, reprends avec Jean Pieu, qui les entendit de loin, et qui, un caillou dans la main, se rigolait, les deux sorciers. On allait donc se payer de l'agrément! Minute!

Pour les reproductions et traductions, s'adresser à M. Paul Ollendorff, éditeur, 28 bis, rue Richelieu.

M. François Lavertuon était né à Périgueux le 17 juillet 1792. Après avoir fait les campagnes de la fin du premier Empire, il a, pendant de longues années, dirigé à Périgueux une importante imprimerie.

Vers 1851, il avait quitté les affaires et était venu s'établir à Bordeaux, où résidait la plus grande partie de sa nombreuse famille. Il avait eu douze fils et six filles, dont huit sont encore vivants, et le nombre de ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, n'est pas inférieur à quatre-vingt-quatre.

Il leur laisse les traditions d'honneur et d'activité qu'il n'a jamais cessé de mettre en pratique au cours de sa longue et laborieuse carrière.

D'une intelligence vive et délicate, dit la Gironde, d'un caractère gai et sympathique, causeur abondant et spirituel, M. Lavertuon a conservé jusqu'à sa dernière heure l'exercice de ses facultés, et sa verte vieillesse était le charme et la joie du foyer domestique.

Il s'est éteint doucement dans les bras de ses enfants.

LES TABLETTES DU DOCTEUR

La Folie à deux

A propos d'une question adressée, il y a quelques jours, par un conseiller général au préfet de police, sur l'internement soi-disant illégal d'un citoyen à Bicêtre, M. Després a rapporté le fait suivant :

« Dans un asile d'aliénés de France se trouvait un cordonnier qui avait tenté d'assassiner sa femme : beaucoup ne verraient pas dans cet acte un signe de folie; vous me permettez d'être d'un avis contraire. On avait eu la prudence de l'enfermer.

En raison de la loi 1838, le substitut du procureur impérial vient faire sa visite annuelle à l'asile pour voir si les content des pensionnaires non aliénés, et satisfait aux réclamations, s'il y a lieu. Il examine tous les malades, et ayant vu le cordonnier en question, trouve que le malade ne présentait aucun signe de folie; il lui fait venir le directeur et le médecin, et leur dit : « Cet homme est très raisonnable. »

Le médecin, qui n'est pas infatigable, répond : « Effectivement, depuis deux ans, il n'a donné aucun signe d'aliénation mentale; mais c'est un halluciné : il a tenté de tuer sa femme. La science a établi, monsieur le substitut, qu'il existe un genre de folie dite folie à deux; l'acte de folie ne se produit que lorsque l'individu aliéné et une autre personne, celle avec laquelle il fait de la folie, sont ensemble. Il a une idée impulsive qui ne se produit que quand le fou est en présence de son objet. Si vous faites relâcher ce condamné, si cet atteint de cette affection, il en profitera pour tuer sa femme. »

Le substitut persiste dans son idée. Le médecin et le directeur déclinent toute responsabilité et obéissent.

Le cordonnier est mis en liberté : il court chez lui, et la première nuit qu'il passe avec sa femme, il la tue d'un coup de tranchet. »

Voilà une étrange et curieuse maladie; disons-en donc quelques mots, d'autant plus que le fait qui précède n'en donne pas une idée suffisamment exacte.

D'après MM. Lasèque et Falret, la *Folie à deux* consisterait dans l'influence qu'un délirant peut exercer sur un autre individu relativement sain, mais faible d'esprit, de manière à le dominer, à s'emparer de sa raison et à l'entraîner, moins par conviction que par une sorte de pression, à entrer dans l'objet de son délire et à le partager, à s'en faire en quelque sorte l'associé et le complice inconscient.

« Dans la folie à deux, l'un des deux éléments est l'élément actif; plus intelligent que l'autre, il crée le délire et l'impose progressivement au second, qui constitue l'élément passif. Celui-ci résiste d'abord, puis subit peu à peu la pression de son congénère, tout en réagissant à son tour sur lui, dans une certaine mesure, pour rectifier, amender et coordonner le délire qui leur devient alors commun, et qu'ils répètent tout venant, dans les mêmes termes et d'une façon presque identique. »

Pour que ce travail intellectuel puisse s'accomplir dans deux esprits différents, il faut que ces deux individus vivent pendant longtemps d'une vie absolument commune, en dehors de toute influence extérieure, et que le délire ait un caractère très vraisemblable.

Nous allons, pour nous mieux faire comprendre, résumer une observation de folie à deux, publiée par M. Legrand du Saule, en 1877. Il s'agit de deux frères.

1° (*Délirant actif*). — B..., âgé de

trente-cinq ans, a fait ses classes et est venu à Paris pour étudier la pharmacie. Il a été élève jusqu'en 1858; puis il s'est fait colporteur, vendant avec son frère des cravates, des cartes de géographie. Mais bientôt ils n'ont rien vendu, et les deux frères se sont mis à mendier, parce que tout le monde ricaneait, chuchotait en passant après eux, parce qu'on les accusait d'avoir des mœurs infâmes, à tel point qu'on les avait dénoncés à M. Jacob, B... est intelligent, c'est lui qui, halluciné de l'ouïe, a inventé ce petit roman et l'a fait admettre par son frère, qu'il ne quitte jamais.

2° (*Délirant passif*). — C... a trente-quatre ans; après avoir exercé plusieurs métiers, il s'est réuni à son frère. « Mon frère s'est aperçu le premier qu'on l'insultait, qu'il ne pouvait plus vendre; puis j'ai eu le même sort. On disait un tas de choses, etc., etc. » C... est moins intelligent que B..., il n'est évidemment que l'écho affaibli de B... En les séparant, C... guérira, mais B... est incurable.

Quelques années plus tard, M. le docteur Régis a eu l'occasion d'étudier encore cette curieuse maladie à Sainte-Anne, et il a été conduit à distinguer une nouvelle variété de folie à deux.

Voici une des observations résumées de M. Régis. Il s'agit d'un mari et de sa femme, tous deux prédisposés héréditairement, vivant en commun et complètement isolés du monde. Un revers de fortune est suivi peu de temps après de l'invasion du délire de persécution, survenant simultanément chez les deux époux, consistant dans les mêmes conceptions délirantes, suivant chez chacun d'eux les mêmes gradations, se généralisant et s'ajoutant petit à petit des idées orageuses. Le mari est séquestré. Bien que séparés l'un de l'autre, le délire n'en persiste pas moins au même degré chez les deux.

On doit donc distinguer deux variétés de folie à deux. Dans la première, un seul des sujets est réellement aliéné; il y a communication des idées délirantes d'un sujet à l'autre.

Ainsi deux individus vivent en contact plus ou moins intime, et l'un (*organe actif*) jouit normalement sur l'autre (*organe passif*) d'une autorité intellectuelle et morale incontestable. Si l'organe actif devient aliéné, il communique une partie de son délire à l'organe passif. Mais entre les deux, il existe toujours une ligne de démarcation infranchissable : l'un est fou, réellement fou, et l'autre ne l'est pas; l'un premier est incurable, et le second guérit toujours à la seule condition d'être soustrait à l'influence de celui qui lui communique sa folie.

Au contraire, dans une deuxième variété, il n'y a point de communication, il y a simultanément du délire chez les deux sujets et tous les deux sont fous réellement.

Voilà deux individus vivant en contact intime et perpétuel et prédisposés à la folie, s'il survient des circonstances occasionnelles agissant à la fois, au même moment et de la même façon sur ces deux individus, ils deviendront fous simultanément. Ils auront exactement le même délire, les mêmes hallucinations, la même langage pathologique, et la séparation n'aura aucune influence heureuse sur leur état mental.

M. Régis considère que ces derniers seuls constituent la vraie folie à deux. Nous ne sommes pas du même avis; les malades de la première variété font, en effet, réellement de la folie à deux, seulement cette folie est moins grave puisque l'un des deux atteints est facilement guérissable.

Dr H. VIGOUROUX.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir, au Théâtre-Français, deux premières représentations : *Socrate et sa femme*, comédie en un acte, en vers, de M. Théodore de Banville.

Socrate MM. Coquelin
Antisthènes Joliet
Eupolis Falconnier
Dracès Hamel
Praxilas Gravelot
Xantippe Mmes J. Samary
Myrrhine Tholer
Mélita Martin
Bachis Persoons

et l'*Héritière*, comédie en un acte, en prose, de M. Eugène Morand :

Léon MM. Coquelin
D'Herbry Coquelin cadet
Rose Mlle Reichenberg

Lever du rideau à neuf heures.

dit-il, et, le talus escarpé, vous l'eussiez vu, droit, campé dans sa vignette de mâle sur le fond d'un ciel très décoloré, où toute pâissante, s'irradiait une jaune lumière; et il était superbe ainsi, car il avait deviné Victoire qui ramenait les bestiaux de la pâture ! et il posait pour elle.

Et elle, lorsqu'elle fut parvenue sur la crête et qu'il lui apparut, l'autre hors de pair, dans cette splendeur d'une heure unique, elle fut sans défense. Or, comme Jean Pieu, suant et soufflant pour se remettre sur pied, effara les braves vaches et les bœufs et que, pour les rassembler, Gambert dut laisser ses compagnons à leur hilarité et Pieu à sa crotte, le reste était tout indiqué.

Suivant donc le troupeau bientôt pacifié, Victoire et son Harqueyer marchèrent côte à côte. Leurs fronts étaient baignés d'une chaleur et comme arborés par le couchant; leur pas était très lent. Et ils ne s'étaient pas dit une parole.

Mais Victoire remarqua que son ami avait la tempe toute rouge et du sang collant ses cheveux.

— Vous n'êtes pas raisonnable de vous battre ainsi, monsieur Baptiste, dit-elle. Il vous arrivera du mal.

— Ah! tu m'aimes donc, bête ! lui répondit-il; et il la prit par l'épaule, et un baiser sonna sur son cou, — le baiser attendu.

Puis, enlacés toujours, ils gravirent, à un défaut du talus, un rien de coteau en friche, au milieu des joncs et des centaurées.

Au delà des haies buissonneuses qui barraient d'un trait noir le plateau, les toits de la Geranière ne tardèrent pas à exhausser leur angle pointu, vers la droite. La bonne fille, à ce moment, fut harcelée d'une terreur, et dans l'inquiétude appétence de l'inconnu, se prit à pleurer, enfouissant son visage en la poitrine de son maître. Celui-ci la comprit, fut ému, lui dit : — Viens ! Elle ne pleura plus.

Et dans l'étable pleine d'ombre, dans

« SPÉRANZA »

M. Plunkett a qui l'on prête l'intention de renoncer au ballet italien et de consacrer la scène de l'Eden-Théâtre à des manifestations artistiques d'un ordre plus élevé — si l'on croit les racontars recueillis par le *Journal* — M. Plunkett, dis-je, a voulu du moins faire de brillants adieux au genre condamné, et c'est avec une profusion inouïe de splendeurs qu'il a monté *Spéranza*. Décora superbes signés Robecchi et Amable Froment, costumes d'un goût véritablement artistique exécutés par Landolfi qui s'est surpassé lui-même, tout concourt à faire du nouveau ballet de l'Eden une fête pour les yeux, un éblouissement continu qui lui-même bien loin en arrière — ce qui semble incroyable, n'est-ce pas ? — les splendeurs de *Messalina* et d'*Excelsior*.

Le ballet en lui-même, je ne vous dirai rien, sinon qu'il a pour auteur M. Danesi, un chorégraphe qui s'entend à faire manœuvrer les masses.

Je glisserai donc sur la rédaction singulière d'une sorte de programme explicatif distribué aux spectateurs, et où se relèvent des phrases philosophiques dans ce goût : « Spéranza, comme les trois quarts des jolies filles, est affligée d'un père bourru, qui voudrait lui mettre au cou un cadenas de stérilité. »

Libret et musique, dans une soirée comme celle d'hier, peuvent aisément passer pour l'accessoire, car c'est à la mise en scène que revient toujours, dans le genre adopté jusqu'ici par l'Eden, la plus large part de succès.

Il a été considérable hier soir, et c'est le point essentiel.

BEAUMARCHAIS

En même temps que l'Eden nous conviait à *Spéranza*, Beaumarchais nous offrait la première de l'*Assiette au beurre*, revue de MM. Henri Bugnet et Bertol-Gravill. Malgré la somme énorme d'applaudissements dépensée à l'Eden, il en est encore resté assez pour saluer les noms des sympathiques auteurs de l'*Assiette au beurre*, dont le succès est assuré par un acte des théâtres très amusant dans lequel MM. Tervil, Charpentier et Névai, Mmes Fanzil, Koller, Mario se démentent avec brio. Nous devons une mention spéciale à Mlle Mario, pour une imitation absolument extraordinaire de Mlle Legault.

Le Vaudeville annonce les six dernières représentations de *Age ingrat*. C'est n'est point que les recettes de la comédie de M. Pailletier aient baissé.

Mais, par traité, M. Victorien Sardou s'est engagé vis-à-vis de M. Achard à lui permettre d'emporter sa nouvelle pièce, *Georgette*, à travers la province dès le 15 décembre.

Il était donc indispensable que *Georgette* fut créée à Paris avant cette époque.

La première aura lieu lundi prochain, 7 décembre.

On répète activement aux Folies-Dramatiques les rôles en double du grand succès, la *Fauvette du Temple*, avec Mmes Clary, Marie Pérard, Savary, MM. Belluci, Montaubry, Delaunay, Speck et Bay.

En voilà pour longtemps!

Hier, l'Union orphéonique de Paris donnait, à Saint-Mandé, son concert à l'occasion de la Sainte-Cécile.

Nous avons remarqué et applaudi une jeune cantatrice qui nous paraît destinée à un bel avenir.

Mlle Alphonsine Baralle a dit avec un grand style et une véritable intelligence dramatique l'air de la *Reine de Saba* et le duo des Héroïdes de *Mignon*.

La voix de la jeune artiste est excellente, et sa physionomie des plus sympathiques. Aussi l'effet a-t-il été très grand.

Très intéressante Matinée, l'autre jour, chez Mme Laborde. Elles le sont toutes, d'ailleurs; mais la dernière (en date) l'a été davantage, par le choix des morceaux et par la parfaite exécution. Il y avait vingt numéros au programme et l'un d'eux ne contenait pas moins de neuf mélodies, de B. Godard, accompagnées par l'auteur : la chanson de Florian, chantée par Mlle Escudier, et blassée; le duo de la *Nuit d'été*, fort bien dit par la baronne Harden-Hickey et Mlle de la Blanchette, redoublé aussi; l'air du *Tasse*, interprété par la belle voix de Mlle Reulle, une véritable artiste, etc.

Je choisis, au hasard de la mémoire, parmi les autres dix-neuf numéros : l'air de *Mireille*, par Mlle Bardeuil qui est en grand progrès; deux mélodies de E. Pierni, par Mmes Lavigne et de la Blanchette (déjà nommée) et accompagnées par l'auteur; l'air de *Guarundo*, dit par la voix chaude et puissante de Mlle Meyer; une ballade (XVII^e siècle), accompagnée par l'auteur, Mlle Chérel, et chantée par la jeune tenor M. Rondeau, avec autant de finesse que de chaleur; l'air des *Amants de Tervil*, par Mme Jolivet, voix sympathique et bien posée; *Habanera*, de Broulin,

en de continuelles mensonges, en imposa à ses yeux, mentit en tout son être, et il n'y eut pas de si irrésistibles entraînements, de si infimes expansions de fille à fille ou elle ne fût une bouche close. Même il lui venait des mépris pour les bavardes. Si Baptiste, qui se défait toujours d'elle, insistait, lui représentant les suites qu'aurait pour elle et pour lui un mot, rien qu'un mot : « Ah! tu ne me connais pas ! » lui disait-elle, et elle lui demandait de la mettre à l'épreuve.

Cette contrainte cependant ne tarda pas à lui peser, car, avec la loi qu'ils s'étaient faite et dont Baptiste aussi, plus serviteur, il y eut bien des occasions de baisers perdus, bien des rendez-vous abrégés; et plus d'une fois il sonna des heures et des heures dans l'attente d'une liberté qu'on avait espérée et dont le soutenable, vide et fastidieux. C'était servies, si orageuses qu'elles fussent, pouvaient rendre un peu de soupçon prêt à s'éveiller, qu'elles trompaient quelque dangereusement important; mais le plus fréquemment on avait cédé à quelque sottise pour inutile, et dans ces occasions-là, Victoire n'acceptait plus un joug stupide qui lui gâtait toute sa joie. Elle entendait que ça changeait ou elle ne répondait plus d'elle. Au fait, il pouvait bien trouver un moyen d'arranger les choses, lui, un homme! Baptiste avait alors quelque peine à la calmer; elle s'irritait d'autant plus qu'il était froid et tranquille. — « Ça ne te fait donc rien quand tu ne m'as pas ? »

Et voilà qu'une terreur la prit. S'il se fatiguait d'elle, si quelque autre se lui enlevait, qu'est-ce qu'elle deviendrait, elle, n'ayant pas même la ressource de le punir d'un abandon, ni de se plaindre? Elle se tairait encore, toujours, si elle le faudrait bien, si elle ne voulait pas qu'on rit d'elle, et puisque se plaindre seulement elle n'en aurait pas le droit. Ainsi, elle n'aurait ou que de pauvres amours trou-

blées pour un oui, pour un non, et cela se pourrait qu'après s'être sacrifiée comme elle l'avait fait, corps et âme, elle eût pour récompense à la fin, qui sait? voir Baptiste avec d'autres filles et d'être obligée de le laisser faire. Et s'il lui venait un enfant de lui? comme la fille Accary en a eu un d'Alfred Lessné, qui l'a plantée là!..

Baptiste lui avait bien dit qu'ils se marieraient, mais pour en arriver au mariage, c'est-à-dire ce qu'elle le chemin de se cacher comme des voleurs ! Et cette tranquillité avec laquelle il lui répondait quand elle se mangeait le sang qu'ils ne pussent être ensemble du matin au soir : sa résignation tandis qu'il était privé d'elle de longues journées; sa facilité à observer avec elle à tout moment la distance d'un domestique à la fin de la maison, tout ce tourment qui la désolait, et qu'il supportait, lui, comme la chose la plus naturelle du monde, l'assailant furieusement, elle se désespérait, ayant envie de défendre son bien et voyant que cette envie était irréalisable.

— Alors tu es jalouse ? lui disait Baptiste.

— Moi, non, j'ai qu'à je t'aime, et puis, tiens ! ne parlons plus de ça ! Mais, la fois suivante, elle en reparlait, cette frayeur qu'il cessait de l'aimer s'obstinant.

Quelques jours plus tard, cependant, elle avait banni ses inquiétudes.

— Eh bien ! lui dit-il, c'est passé, les vertiges ?

— Oui, fit-elle simplement. Puis elle rit; et comme elle lui demanda ce qui la rendait si gaie, elle refusa de s'expliquer.

— Tu le verras lundi.

GRANDS MAGASINS DU LOUVRE

PARIS

A PARTIR DE

Lundi 7 Décembre

EXPOSITION

JOUETS

Livres, Objets de fantaisie

et Emplettes du Jour de l'An

Grande Mise en vente, à tous les comptoirs, des **SOLDES** et **OCCASIONS** de la Saison d'hiver.

AUSABLER DEUIL COMPLET

2, Boul. Montmartre, ROBES, ROBES & CONFECTIIONS. Nais. — Le SABLIER n'a pas de succursale.

LA PATE EPILOTOIRE DUSSER

Pour de petites moustaches la boîte de 10 fr. suffit; pour des poils sur les joues ou au menton les dames ne doivent pas hésiter à prendre la boîte de 20 fr.; c'est, on peut dire, une dépense une fois faite, car les poils s'en vont plus vite que la pâte, et le résultat est plus complet et plus rapide (franco contre mandat).

Dusser, inventeur, 4, rue J.-J.-Rousseau.

FLAMMARION (Camille). — *Astronomie populaire*, 2 vol. grand in-8 illustrés de 360 gravures, 7 chromolithographies, cartes célestes, etc. Prix : 20 fr., payables 5 fr. par mois. Librairie A. Pion.

A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

La magnifique édition des *Œuvres complètes* d'Alfred de Musset, illustrée par Bida, et augmentée de la biographie d'Alfred de Musset par Paul de Musset, est livrée immédiatement et complète à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris, pour la somme de 88 francs, payable 5 francs par mois.

Elle se compose de 11 volumes in-8 cavalier ornés de 2 portraits, 28 dessins de Bida et 1 dessin d'Emile Bayard, gravés au burin.

Menu du Jour

Potage printanier
Filet de barbe d'épave
Pommes sautées à l'anglaise
Filet de bœuf à la parisienne
Côte de volaille Toulouse
Chapons au cresson
Salade escalote
Choux-fleurs crème et gratin
Bombes glacées panachées
Charlotte de pommes

CHAMPAGNE : GEORGE GOULET

MAISONS RECOMMANDÉES

BOUSQUIN Pâtes alimentaires, 25, gal. Vivienne, TAPIOCA au Cacao (pour enfants).

Jarre Arquebuser, 81, rue Lafayette.

Au Paradis des Enfants 45, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

Labourdette, carrossier, 105, avenue Malakof.

Reynaud, chemisier (Spec. flanelle du pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse Deuil, — 2, rue Tronchet.

Delvaux, Porcelaines, 18, rue Royale.

Thonet frères Meubles bois courbé, 15, boulevard Poissonnière, 10.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 2 DÉCEMBRE
(à heures 15 soir.)

HUILE DE COLZA. — Calme.	Dispo. 59 25 à 60 50	4 prem. 60 50 à 61 75
Courant. 59 25 à 60 50	4 mars. 61 75 à 62 50	
HUILE DE LIN. — Calme.	Dispo. 55 75 à 56 25	4 prem. 56 25 à 57 50
Courant. 55 75 à 56 25	4 mars. 57 50 à 58 75	
SPIRITUEUX. — Calme.	Dispo. 47 75 à 48 25	4 prem. 48 25 à 49 50
Courant. 47 75 à 48 25	4 mai. 49 50 à 50 75	
SUCRES. — Calme.	Dispo. 46 25 à 47 50	4 prem. 47 50 à 48 75
Courant. 46 25 à 47 50	4 mars. 48 75 à 49 50	

Stock.....	8,500 pipes
Circulation.....	500 —
SUCRES. Calmes.	
Dispon. 46 25 à 47 50	4 prem. 47 25 à 47 35
Courant. 46 25 à 47 50	4 mars. 47 75 à 47 65
Janvier. 46 75 à 48 25	4 mars. 48 25 à 48 15
Sucres bruts 82 90	39 25 à 39 50
— 96 —	44 — à 45 —
— raffinés —	104 50 à 105 50
FARINES DOUZE-MARQUES. — Calmes.	
Dispon. 47 30 à 48 25	4 prem. 48 35 à 48 45
Courant. 47 30 à 48 25	4 mars. 48 35 à 48 45
Janvier. 47 75 à 48 25	4 mars. 48 35 à 48 45
Circulation.....	
Marque de Corbeil, 159 kil., toile à rendre	49 —
Farine de circulation, 159 kil. bruts..	41 50
BLES. Calmes.	
Courant. 21 25 à 21 50	4 prem. 22 — à 22 —
Janvier. 21 50 à 21 75	4 mars. 22 25 à 22 50
SEIGLES. — Calmes.	
Courant. 13 50 à 13 75	4 prem. 14 25 à 14 25
Janvier. 14 — à 14 —	4 mars. 14 75 à 14 75
AVOINES. — Calmes.	
Courant. 17 50 à 17 75	4 prem. 17 75 à 18 —
Janvier. 17 75 à 18 —	4 mars. 18 25 à 18 —

COTE OFFICIELLE du 1er DÉCEMBRE
(Cinq heures du soir)

Paris. 46 75 à 47 50	Stock. 8,500 pipes	Circulation. 500
Stock. 8,500 pipes	Circulation. 500	
Stock. 8,500 pipes	Circulation. 500	
Stock. 8,500 pipes	Circulation. 500	
Stock. 8,500 pipes	Circulation. 500	

FARINES DOUZE-MARQUES

Nous cotons à 12 h. 1/4 :	Dispo. 47 25 à 48 50	4 prem. 48 50 à 49 75
Dispo. 47 25 à 48 50	4 prem. 48 50 à 49 75	
Dispo. 47 25 à 48 50	4 prem. 48 50 à 49 75	
Dispo. 47 25 à 48 50	4 prem. 48 50 à 49 75	

SUCRES

Mouvement de l'entrepôt de Paris	30 novembre 1885	1884 1883
Ind. entrées sacs...	25 400	18 950 21 850
Ind. sorties...	2 572	2 551 4 230
Stock...	1 321 732	947 032 575 552

PRIX-COURANT GÉNÉRAL
(Droit d'octroi non compris)

Farine de gruau...	37 1/2 à 41
Farine de gruau...	37 1/2 à 41
Farine de gruau...	37 1/2 à 41
Farine de gruau...	37 1/2 à 41
Farine de gruau...	37 1/2 à 41

ACTUELLEMENT

LA PATRIE

OFFRE EN

PRIMES GRATUITES

A TOUS SES ABONNÉS :

L'UNIVERS ILLUSTRÉ

LES

Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture

illustrée par JAPHET.

Frais d'expédition : 50 c.

A tous ses abonnés d'un an :

LES BEAUX-ARTS ILLUSTRÉS

Etudes et articles divers

sur les Beaux-Arts et les Artistes.

Un très beau volume in-folio, richement

relié, comprenant plus de 200 gravures

Peinture, Sculpture, Architecture, etc.

Frais d'expédition : 5 francs

LES

MÉMOIRES COMPLETS & AUTHENTIQUES

DU

DUC DE SAINT-SIMON

(LIBRAIRIE HACHETTE, 13 volumes).

Frais d'expédition : 4 francs

LES OEUVRES

DE

FRANÇOIS COPPÉE

5 Volumes (Librairie Lemerre)

Frais d'expédition : 3 francs.

HUIT VOLUMES

de la Librairie CALMANN LÉVY

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal LA PATRIE.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy,

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de trois mois :

DEUX VOLUMES

de la Librairie Calmann Lévy

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

Ces Primes ne seront expédiées

qu'aux abonnés nouveaux et à ceux

qui renouvelleront leur abonnement.

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

DÉCLARATIONS DE FAILLITES

Jugements du 30 novembre 1885

HALLÉ, ancien limonadier, rue du Faubourg-

St-Denis, 162, actuellement rue de Laval, 4.

Syndic provisoire, M. Châle, 7, boulevard St-

Michel.

RENAUD, brocanteur, rue de Turenne, 129.

Juge-commissaire, M. Magimel.

Syndic provisoire, M. Ozé, 2, rue Christine.

PUBLICATIONS DE MARIAGES

ENTRE :

M. Bouchard, rue des Lyonnais, 20 et Mlle

Cousin, même rue. — M. Plé, rue Montfaucon,

12 et Mlle Toussaint, av. Parmentier, 118. — M.

Meunier, rue de la Huchette, 27 et Mlle Mara-

che, à Clamart. — M. Gaudet, rue Geoffroy-St-

Hilaire, 27 et Mlle Bouffignat, rue Cabanis, 16.

M. Dazzi, rue d'Aras, 6 et Mlle Dazzi, r. Maître-

Albert, 6. — M. Lacroix, rue des Chantiers, 1er

Mlle Legendre, rue du Figural, 14. — M. Barbé,

rue Linné, 29 et Mlle Rolland, même rue, 35.

M. Sgard, à Saint-Pierre-le-Calais, et Mlle Ver-

dier, rue Rollin, 9. — M. Moulin, à Tours et Mme

Ve Riehl, bd Saint-Michel, 51. — M. Teyssat,

Pré-Saint-Gervais, 8. — M. Bonnin, rue des Bon-

langers, 38 et Mlle Rollin, av. des Gobelins, 13.

M. Sevin, à Châtillon, et Mlle Elie, bd Saint-

Germain, 95. — M. Ladrail, rue Monsi, 83 et

Mlle Myrand, à Dossone (Seine-et-Oise). — M.

Charlier, rue Donat, 41 et Mlle Le Bot, même

rue. — M. Peyrot, bd Port-Royal, 48 et Mlle Thi-

baud, à Vincennes, 43 et Mlle Vve Lesauvage, 3

et Mlle Ménard, à Amiens. — M. Bequet, bd

Saint-Marcel, 32 et Mme Vve Paulhes, rue Geo-

ffroy-Saint-Hilaire, 29. — M. Le Chevalier, bd

St-Marcel, 137 et Mlle Aublin, rue Berthol-Poire,

14.

DÉCÈS

DU 30 NOVEMBRE 1885

Deuxième arrondissement. — Mme Vve Séguin,

53 ans, rue Daumou, 18. — Mme Vien, 61 ans,

rue d'Anin, 18.

Quatrième arrondissement. — Mme Debergue,

67 ans, rue des Jardins, 48. — M. Dupont, 35 a.,

rue de Rivoli, 39.

Cinquième arrondissement. — Mme Virellaud,

46 ans, rue Soufflot, 18. — M. Orliac, 64 ans, r.

Poiveau, 18. — M. Kuehn, 51 ans, place Saint-

Michel, 7.

Sixième arrondissement. — M. Tréve, 56 ans,

rue Jacob, 21. — M. Vialat, 64 ans, 47 ans, r.

Regard, 4. — M. Morin, 69 ans, rue du Cherche-

Midi, 123.

Septième arrondissement. — M. Labrousse, 86

ans, rue de l'Université, 25. — Mlle Combes, 24

ans, temple Pentecôte.

Huitième arrondissement. — M. Larosier, 37

ans, bd Haussmann, 63. — Mme Kossas, 47 ans,

av. Messine, 6. — Mme Vve Bourgeois, 82 ans,

av. Boissy-d'Anglas, 41. — Mme Vve Guilbert,

69 ans, rue du Pontneuf, 7.

Neuvième arrondissement. — M. Godefroy, 60

ans, rue Joubert, 18. — M. Rahu, 36 ans, rue

Dix-septième arrondissement. — Mme Vve Vé-

ron, 77 ans, rue des Dames, 34. — Mlle Thuret,

28 ans, rue Nollet, 33. — Mme Vve Convert, 64

ans, rue d'Armaillé, 28.

Dix-huitième arrondissement. — M. Madoulard,

53 ans, rue Hamey, 25. — Mme Blondat, 25 ans,

pse de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe

de l'écluse, 34. — M. Bénéf, 26 ans, ppe